



Jeb Bush, le cartel de la drogue mexicain et le « libre échange » : La famille Bush et le crime organisé

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 01 juin 2015

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

Jeb Bush est candidat à la présidence des États-Unis.

Jeb est aussi le frère de George W. et le fils de George H. W. Bush. Mais il y a plus encore.

Jeb Bush a également eu des liens personnels étroits avec Raúl Salinas de Gortari, frère de l'ancien président mexicain Carlos Salinas de Gortari. Dans les années 1990, Raúl le « baron de la drogue », comme l'a appelé la procureure fédérale de la Suisse Carla del Ponte, était l'une des figures principales du cartel de la drogue mexicain.

Avant de devenir gouverneur du *Sunshine State* (la Floride), Jeb Bush était un ami proche de Raúl Salinas de Gortari (image de droite):



« Il y a eu beaucoup de spéculation au Mexique à propos de la nature exacte de la profonde amitié entre Raúl Salinas et Jeb, le fils de l'ex-président George Bush. Il est bien connu ici que pendant de nombreuses années, les deux familles passaient leurs vacances ensemble, les Salinas à la maison de Jeb Bush à Miami, et les Bush au ranch de Raúl, Las Mendocinas, au pied du volcan à Puebla. »

« Ils sont nombreux au Mexique à croire que la relation est devenue la voie informelle des relations délicates et cruciales entre les deux gouvernements, qui ont amené le président Bush à parrainer l'ALENA. » (Jorge G. Castañeda, éminent intellectuel et ancien ministre des Affaires étrangères du Mexique, [Los Angeles Times](#) et *Houston Chronicle*, 9 mars 1995, caractères gras ajoutés)



Les liens personnels entre les familles Bush et Salinas étaient de notoriété publique. L'ex-président George H. W. Bush, lorsqu'il travaillait dans le secteur du pétrole au Texas dans les années 1970, avait établi des liens personnels étroits avec Carlos Salinas et son père, Raúl Salinas Lozano. (à gauche)

Raúl Salinas Lozano était le patriarche de la famille, père de Carlos et de Raúl Junior. D'après l'ancien secrétaire particulier de Raúl Salinas Lozano (dans une déclaration faite aux autorités étasuniennes) :

« (...) M. Salinas Lozano était une figure de proue du trafic de stupéfiants qui impliquait aussi son fils, Raúl Salinas de Gortari, son beau-fils, Jose Francisco Ruiz Massieu, numéro 2 du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) alors au pouvoir, et d'autres responsables politiques, selon les documents. M. Ruiz Massieu a été assassiné en 1994. » (*Dallas Morning News*, 26 février 1997, caractères gras ajoutés)

L'ex-président George H. W. Bush et Raúl Salinas Lozano étaient des « intimo amigos ». D'après l'ancien responsable de la Drug Enforcement Administration (DEA) Michael Levine, le cartel de la drogue mexicain était « une affaire de famille ». Carlos et Raúl étaient tous les deux des membres en vue du cartel, ce que savait l'Attorney General des USA Edward Meese en 1987, soit un an avant l'investiture de Carlos Salinas comme président du Mexique.

Avec l'investiture de Carlos Salinas comme président, c'est tout l'appareil de l'État mexicain qui s'est criminalisé, des membres du cartel s'accaparant des postes clés au sein du gouvernement. Le ministre du Commerce responsable des négociations commerciales qui ont mené à la signature de l'ALENA était Raúl Salinas Lozano, père de Raúl Junior le baron de la drogue et de Carlos le président.

C'est précisément durant cette période que le gouvernement Salinas s'est lancé dans un programme de privatisation radical sous les conseils du FMI.

Le programme de privatisation s'est transformé par la suite en une opération de blanchiment de milliards de dollars. Des narcodollars ont alors été investis dans l'acquisition de biens de l'État et de services publics.

Dans son témoignage devant le Congrès des USA (le 14 avril 1994), Richard Barnet du Institute for Policy Studies a affirmé que :

« des milliards de dollars d'actifs de l'État sont passés aux mains de partisans et de relations. » (*Dallas Morning News*, 11 août 1994)

En faisait partie la vente de Telefonos de Mexico, une société évaluée à 3,9 milliards de dollars qu'une relation des Salinas a achetée pour la modique somme de 400 millions de

dollars (ibid).

Raúl Salinas était derrière le programme de privatisation. On l'appelait d'ailleurs « El Señor 10 por Ciento [Monsieur 10 pour cent], en référence à la part qu'il exigeait des soumissions proposées par ses connaissances en échange de son aide pour l'obtention d'entreprises, de concessions et de contrats [dans le cadre du programme de privatisation parrainé par le FMI]. » (The News, InfoLatina, Mexique, 10 octobre 1997)

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)



Raúl Salinas de Gortari est le frère de l'ex-président Carlos Salinas de Gortari, le cosignataire de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en décembre 1992, avec le président des USA George H. W. Bush et le premier ministre du Canada Brian Mulroney. (image de gauche)

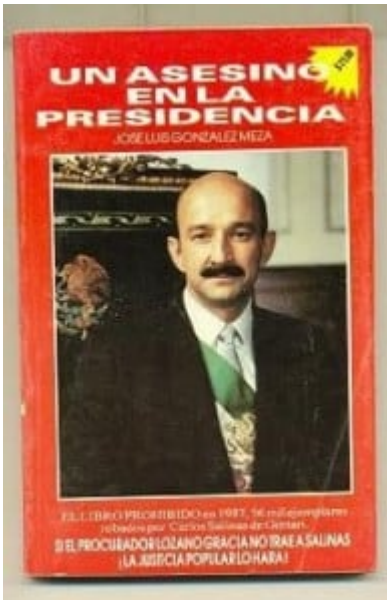
Le plus ironique, ce n'est qu'une fois conclu cet accord historique que les liens de la famille de Carlos Salinas avec le trafic de stupéfiants par les soins de son frère Raúl ont été révélés.

L'administration de George H. W. Bush senior était pleinement consciente des liens avec le crime organisé pendant la présidence de Salinas. L'opinion publique aux USA et au Canada n'en a jamais été informée pour ne pas compromettre la signature de l'ALENA :

« D'autres anciens représentants disent avoir subi des pressions pour se tenir cois parce que Washington était obsédé par l'approbation de l'ALENA ».

« Nous avons toujours disposé de renseignements sur la corruption, notamment celle exercée par les trafiquants de drogue », a dévoilé Phil Jordan, qui a dirigé le bureau de Dallas de la DEA de 1984 à 1994. Sauf que « nous avons reçu l'instruction de ne rien dire de mal sur le Mexique. C'était un sujet tabou parce que l'ALENA était un ballon politique trop important. » (Dallas Morning News, 26 février 1997)

Autrement dit, au moment de la signature de l'ALENA, Bush Senior et Mulroney savaient tous les deux que l'autre signataire de l'accord, soit le président Salinas de Gortari, avait des liens avec le cartel de la drogue mexicain.



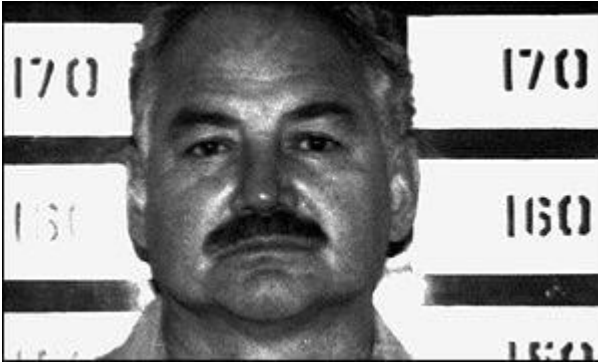
En 1995, au lendemain du scandale et de l'arrestation de son frère Raúl pour meurtre, Carlos Salinas a quitté le Mexique pour élire domicile à Dublin. Ses liens présumés avec le cartel de la drogue ne l'ont pas empêché d'être nommé au conseil d'administration de la Dow Jones Company sur Wall Street, un poste qu'il a occupé jusqu'en 1997 :

« Salinas, qui a quitté le Mexique en mars 1995 après que son frère Raúl a été accusé d'avoir commandité le meurtre d'un opposant politique, a siégé au conseil d'administration de la société pendant deux ans. Il a été interrogé l'an dernier à Dublin par un procureur mexicain faisant enquête sur le meurtre, en mars 1994, de Luis Donaldo Colosio, qui voulait succéder à Salinas comme président. Un porte-parole de Dow Jones a nié la semaine dernière que Salinas a été contraint de ne pas présenter sa candidature à l'élection de son nouveau conseil d'administration, qui aura lieu à l'assemblée générale de la société le 16 avril (...). Salinas, qui a négocié l'entrée du Mexique dans l'accord de libre échange avec les États-Unis et le Canada, a été nommé au conseil d'administration en raison de son expérience internationale. On n'a pu le rejoindre à sa résidence de Dublin la semaine dernière pour obtenir ses commentaires. » (Sunday Times, Londres, 30 mars 1997)

Washington a toujours nié toute implication de Carlos Salinas : « C'était son frère Raúl », Carlos Salinas « ne savait rien ». Les médias étasuniens ont continué de dépeindre Salinas comme un chef d'État modèle, un architecte du libre échange dans les Amériques et un ami de la famille Bush.

En octobre 1998, le gouvernement suisse a confirmé que le frère de l'ex-président du Mexique avait déposé quelque 100 millions de dollars de l'argent de la drogue dans des banques suisses :

« Elles [les autorités suisses] ont confisqué l'argent, car elles croient qu'il s'agissait d'une partie d'un montant beaucoup plus important versé à Raúl Salinas pour son aide aux cartels de la drogue mexicain et colombien pendant les six ans du mandat de son frère, qui a pris fin en 1994. Les avocats de M. Salinas ont soutenu qu'il maintenait en toute légalité un fonds d'investissement pour les gens d'affaires mexicains, mais la procureure fédérale suisse, Carla del Ponte, a décrit ses relations d'affaires de troublantes, d'incompréhensibles et de contraires au cours normal des affaires. » ([Reportage de la BBC](#))



Quelques mois plus tard, soit en janvier 1999, après un procès de quatre ans, Raúl Salinas de Gortari (à gauche) a été reconnu coupable d'avoir ordonné le meurtre de son beau-frère, Jose Francisco Ruiz Massieu :

« Lorsque [Carlos] Salinas a quitté le pouvoir en 1994, la famille Salinas est tombée de son piédestal à la suite d'une série de scandales de corruption et à caractère criminel liés à la drogue. Raúl a été incarcéré et reconnu coupable d'avoir blanchi de l'argent et commandité l'assassinat de son beau-frère. Après dix ans passés en prison, Raúl a été acquitté des deux crimes (...).

« Quand le scandale a été dévoilé, les liens d'amitié entre Jeb et Raúl ne sont pas passés inaperçus. Jeb n'a jamais nié son amitié avec Raúl, qui [pour l'instant] garde un profil bas au Mexique.

« Kristy Campbell, la porte-parole de Bush, n'a pas répondu à une demande de commentaires. La chute de la famille Salinas a pris les Bush par surprise. « J'ai été très déçu des allégations à son endroit et à l'endroit de sa famille. Je n'ai jamais eu la moindre bribe d'information laissant croire que le président Salinas n'était pas totalement honnête », m'a confié Bush senior pendant l'entrevue de 1997. » (Dolia Estevez, Jeb Bush's Mexican Connections, Forbes, 7 avril 2015, caractères gras ajoutés)

La chute de la famille Salinas aurait donc pris les Bush par surprise? (Forbes, avril 2015) Pas si vite; les Bush ont toujours su ce qu'ils faisaient.

L'ancien responsable de la DEA Michael Levine a confirmé que le rôle de Carlos Salinas dans le cartel de la drogue mexicain était connu des responsables étasuniens.

Le président des USA George H. W. Bush était régulièrement informé par des représentants du Département de la Justice, de la CIA et de la DEA.

Est-ce que Jeb Bush, qui se présente maintenant comme candidat du parti Républicain à la Maison-Blanche, était au courant des liens de Raúl avec le cartel de la drogue?

La famille Bush était-elle complice d'une manière ou d'une autre?

Voici là des questions qui doivent être abordées et débattues par le public à la grandeur des États-Unis avant les élections primaires présidentielles de 2016.

Dans un article publié par le *Miami Herald* (17 février 1997), Andres Openheimer écrivait ceci :

« des témoins disent que l'ancien président du Mexique Carlos Salinas de Gortari, son frère incarcéré Raúl et d'autres membres de l'élite dirigeante du pays ont rencontré le seigneur de la drogue Juan Garcia Abrego dans un ranch

de la famille Salinas; Jeb Bush admet avoir rencontré Raúl Salinas plusieurs fois, mais qu'il n'a jamais fait des affaires avec lui. »

Les autorités étasuniennes ont attendu que Carlos Salinas termine son mandat présidentiel pour arrêter le seigneur de la drogue mexicain Juan Garcia Abrego, qui était un proche collaborateur de Raúl Salinas, le frère du président. Pour sa part, Raúl Salinas était un « intimo amigo » de Jeb Bush :

« Juan Garcia Abrego, un fugitif figurant sur la liste des personnes les plus recherchées par le FBI, a été transporté en avion à Houston en fin de journée lundi, à la suite de son arrestation par la police mexicaine (...). Garcia Abrego, connu pour être le chef du second cartel de la drogue en importance du Mexique, avait échappé aux autorités des deux côtés de la frontière pendant des années. Son arrestation est une énorme victoire pour les gouvernements des USA et du Mexique. » ([CNN](#), 16 janvier 2015)

Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Pendant que les Bush et les Salinas maintenaient leurs liens de longue date, Wall Street aussi était impliqué dans le blanchiment d'argent de la drogue :

« Un responsable étasunien a affirmé que le Département de la Justice a fait d'énormes progrès dans son enquête sur le blanchiment d'argent mettant en cause Raúl Salinas de Gortari et qu'il a identifié plusieurs personnes pouvant témoigner que le frère de l'ex-président a reçu de l'argent en échange de protection d'un des principaux cartels de la drogue.

« Si les USA inculpaient M. Salinas, cela pourrait avoir des conséquences sur une enquête du Département de la Justice au sujet du blanchiment d'argent possible par la Citibank, où se trouvaient certains des comptes de M. Salinas. Citibank, qui fait partie de [Citicorp](#), a nié avoir commis un quelconque délit. » ([WSW](#), 23 avril 2015)

La participation de Citibank dans l'opération de blanchiment d'argent est mentionnée dans un rapport du Comité sur les Affaires gouvernementales du Sénat des USA. (US General Accounting Office [“Private Banking: Raúl Salinas, Citibank, and Alleged Money Laundering”](#) Washington, 1998)

Office of Special Investigations

B-281327

October 30, 1998

The Honorable John Glenn
Ranking Minority Member
Permanent Subcommittee on Investigations
Committee on Governmental Affairs
United States Senate

Dear Senator Glenn:

On February 28, 1998, you expressed concern about reports that Raul Salinas de Gotari, brother of the former President of Mexico, Carlos Salinas de Gotari, had allegedly been involved in laundering money out of Mexico through a U.S. bank, Citibank, to accounts in Citibank affiliates in Switzerland and the United Kingdom. At that time, you requested that we determine

La fin de l'histoire

Raúl Salinas de Gortari a été remis en liberté en 2005. Toutes les accusations portées contre lui ont été retirées.

Tout ce qui se rapporte aux Bush et aux Salinas est largement oublié.

Entre-temps, on réécrit l'histoire politique des USA...

Il n'en demeure pas moins que cet accord de « libre échange » de 1992 (l'ALENA) a été signé par un chef d'État qui avait des liens avec le crime organisé. Est-ce que cela en fait un accord illégal? La légitimité de l'ALENA n'a pas encore fait pour l'instant l'objet d'une procédure légale dans le cadre d'une enquête judiciaire.

Un « ALENA illégal » prépare le terrain pour l'Accord de partenariat transpacifique (TPP) et le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), qui se négocient derrière des portes closes.

Tout va pour le mieux dans la République étasunienne.

Du moins jusqu'aux prochaines élections présidentielles en 2016.

Michel Chossudovsky

Cet article est en partie [basé sur une étude menée en 2002. L'article original de 2002 s'intitule « Bush Family Financial Scams »](#)

Article original en anglais :



[Jeb Bush, the Mexican Drug Cartel and "Free Trade". The Bush Family and Organized Crime](#), publié le 12 mai 2015

Traduit par Daniel pour Mondialisation.ca

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et professeur émérite de sciences économiques à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de « Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre », « La Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial » (best-seller international publié en plus de 10 langues). Contact : crgeitor@yahoo.com



[Guerre et mondialisation](#)



[Mondialisation de la pauvreté](#)

Son dernier livre (en anglais) :

[The Globalization of War, America's "Long War" against Humanity](#), Global Research, 2015.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2015

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including *The Globalization of Poverty and The New World Order* (2003), *America's "War on Terrorism"* (2005), *The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century* (2009) (Editor), *Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War* (2011), *The Globalization of War, America's Long War against Humanity* (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com

Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca